

ÉDITO

Y voir plus clair dans les troubles psy

AFRIQUE

Les moyens de lutte contre le sida depuis la France 1

ENQUÊTE

Questionnaire Qualité de vie 5

TRAITEMENT

L'hépatite B chronique : de nouveaux espoirs thérapeutiques 9

ÉTUDE

Conséquences à envisager en cas de résultats "discordants" 11

Photo Alain Lohrengal



Nous avons le plaisir de vous proposer de participer à une grande enquête relayée par toute la presse associative de lutte contre le VIH. Il est en effet important d'avoir, via ce type d'étude, des données précises

en ce qui concerne la qualité de vie des personnes atteintes et en traitement. Plus spécifiquement, cette enquête s'intéresse essentiellement au bien-être psychologique. C'est une question complexe, multifactorielle, et qui renvoie chacun de nous au très subjectif « comment je me sens ? ». Dès lors que l'on se pose la question, on ne manque pas de s'interroger sur l'implication du virus, mais aussi sur le rôle que peuvent jouer les traitements antirétroviraux.

L'originalité de ce questionnaire est qu'il sera rempli par les intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire vous et nous. Vous verrez que les questions couvrent les aspects les plus larges et cela sera peut-être l'occasion pour vous de faire un point sur votre bien-être psychologique. Suis-je tendu, me trouve-t-on irritable, ai-je tendance à m'isoler, à avoir besoin d'un soutien ?

Les dernières rencontres associatives organisées à l'initiative d'Ensemble contre le sida ont mis en avant une augmentation des troubles du comportement chez les personnes atteintes. Cette enquête nous donnera l'occasion d'aller encore plus loin dans l'évaluation de ces troubles et de pouvoir réfléchir aux solutions à mettre en place. Nous comptons donc sur votre contribution, qui reste l'un des moyens les plus sûrs pour faire avancer les choses.

Jean-Pierre Fournier

48 heures contre le sida : alerte à l'épidémie

Mobilisation générale sur TF1, les 5, 6 et 7 avril prochain.

(Lire agenda, page 10)

AFRIQUE

La lutte contre le sida depuis la France

De nombreuses associations mènent un combat permanent contre la propagation du sida sur le continent africain. L'Association pour le développement du Burkina Faso a choisi de mener des actions de sensibilisation et de prévention aussi bien sur place qu'auprès des Africains résidant en France.

L'Association pour le développement du Burkina Faso (ADB) a intégré dans ses objectifs, depuis 1999, la lutte contre le VIH/sida, ici et là-bas : une prévention de terrain assortie d'une action en direction des patients burkinabés. L'ADB, située dans le Val-de-Marne,

NOUS CONTACTER

01 43676600

FAX

01 4367 3700

WEB

www.actions-traitements.org

E MAIL

at@actions-traitements.org

MINITEL

3614 HIVINFO

INFO VIH

01 4367 0000



AFRIQUE

► **L'ADB a décidé de mettre en place un programme de prévention VIH/sida pour les Africains vivant en France**

Les moyens de lutte contre le sida depuis la France

abonnement

□ **Abonnement à Info-Traitements (11 numéros/an) 30,50 € (200 F)**

Demandeurs d'emploi, RMistes et étudiants : **16,80 € (110 F).**

Résidents à l'étranger : **36,60 € (240 F).**

□ **Abonnement de soutien 45,80 € (300 F) ou plus**

Veillez compléter et détacher ce bulletin, et le renvoyer accompagné de votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre d'ActionsTraitements, service abonnements, 190, bd de Charonne, 75020 Paris

▼ NOM

▼ PRÉNOM

▼ ADRESSE

▼ CODE POSTAL

▼ VILLE

▼ TÉLÉPHONE (FACULTATIF)

▼ DATE

▼ SIGNATURE

a vu le jour en 1994, avec pour objectifs la promotion de l'ancienne Haute-Volta et une contribution à son développement.

Reconnue dans la communauté des Burkinabés, l'ADB consacre, depuis 1999, une énergie particulière à la mise en place d'un programme de sensibilisation et de prévention VIH/sida en direction des Burkinabés résidant sur le territoire français. Le point de départ de cette initiative a été la participation de membres de l'association, dont Théodore Kaboré, le jovial président, à une formation de relais communautaires organisée par AIDES Ile-de-France. Aujourd'hui, l'action de l'ADB dans ce domaine s'élargit aux populations migrantes issues du continent africain. Dans ce cadre, l'association a organisé, en décembre dernier, dans les locaux de la Communauté chrétienne des Africains de Paris, une journée d'action, d'information et de sensibilisation en direction des associations africaines d'Ile-de-France, ayant pour thème "Les droits des personnes touchées par le VIH/sida".

La visualisation d'un documentaire (en décembre, un support visuel réalisé auprès des populations d'origine africaine mettant en avant la représentation de la maladie et ses modes de transmission)

était suivie d'un échange avec un intervenant.

Lors de ce dernier rendez-vous thématique, une jeune médecin, Isabelle Tamakoué, avait répondu à la demande amicale de Théodore Kaboré pour animer et compléter l'informa-

tion des responsables associatifs. Un échange très riche au cours duquel ont été abordés des thèmes aussi différents que la place des guérisseurs (trop souvent consultés avant la communauté médicale) dans la lutte contre le sida, l'irrégularité de séjour qui complique la prise en charge médicale, la polygamie, l'efficacité des campagnes de prévention. Sur ce dernier point, Fanta Régina Nacro, réalisatrice du film, est catégorique : « L'exploitation des outils pédagogiques est à repenser. »

« L'alternative ne doit pas être la suivante : médicaments pour les riches et mort pour les pauvres. Disponible n'est pas synonyme d'accessible. »

Si l'ADB entend mener des actions sur le terrain de la lutte contre le sida, ici, ses membres n'en restent pas moins préoccupés par la situation sanitaire dans leur pays d'origine. Car, comme le souligne Théodore Kaboré, « le sida peut compromettre

le développement durable» (Ndlr : 10 % de la population du Burkina Faso serait touchée par l'infection à VIH). Dans cette logique, l'association s'est donné aussi vocation à lutter contre la pandémie sur le continent africain en tentant de développer, en partenariat avec des associations burkinabés locales, une activité lucrative au sein d'un bassin de vie très touché. Cette activité consiste à récupérer en France des vélos et à les acheminer vers le Burkina. Une activité exploitée localement afin de permettre la prise en charge de traitements.

« L'alternative ne doit pas être la suivante : médicaments pour les riches et mort pour les pauvres », explique Théodore Kaboré. Marie-Josèphe, son épouse, renchérit judicieusement sur la tenue de la XII^e Cisma (Conférence internationale sur le sida et les MST en Afrique) : « Disponible n'est pas synonyme d'accessible. »

Fabrice Deschamps

« Chez nous aussi, les communautés s'engagent »

Au moment où le rôle des communautés africaines commence à être reconnu, il est intéressant de recueillir le témoi-

gnage de plusieurs représentants de la communauté africaine vivant en France sur la tenue de la dernière Cisma, en décembre, à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso.

Isabelle Tamakoué, membre de l'association Entr'Aide Santé (95), résidente en médecine générale et interne dans le service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital in-

Ces informations font l'objet d'un traitement informatisé et sont destinées aux membres du bureau d'ActionsTraitements ainsi qu'à son service comptable. Conformément à la loi Informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles vous concernant : pour l'exercer, adressez-vous à ActionsTraitements, 190, bd de Charonne, 75020 Paris.

tercommunal de Villeneuve-Saint-Georges, ainsi que Guillaume Diallo, chargé de mission au sein de la Fédération des associations franco-africaines de développement (Fafrad), et Fanta Regina Nacro, réalisatrice et membre de l'ADB, ont répondu à nos questions.

« La XII^e Cisma inspire de l'espoir dans la mesure où l'occasion est donnée de mettre en exergue les spécificités des malades africains. »

Que vous inspire la dernière Cisma ?

Guillaume : De l'espoir dans la mesure où l'occasion est donnée de mettre en exergue les spécificités des malades africains, tant au niveau des virus que du problème de l'accès aux soins et aux médicaments.

Isabelle : Elle prouve une prise de conscience générale du caractère réellement pandémique de la maladie et que l'efficacité dans le combat oblige à faire abstraction de nos différences et à lutter tous ensemble. Mais abstraction ne veut pas dire leur non-prise en compte, bien au contraire ! Mieux les identifier afin de les dépasser, d'autant que 95 % des personnes infectées vivent dans les pays en voie de développement.

Et vous, Fanta, quel est votre regard de réalisatrice sur cette conférence que vous avez suivie ?

Fanta : Le thème de cette XII^e Cisma, "Les communautés s'engagent", m'interpelle au plus haut point, moi qui me suis engagée depuis des années dans plusieurs associations et qui mets mon métier au service de la lutte en réalisant des films sur le sujet. J'en espère, fortement, une actualisation des connaissances quant aux conséquences socio-économiques dramatiques en Afrique, une mise au point sur les avancées scientifiques et médicales, un examen des conditions d'accès des pays africains aux médicaments vitaux, à commencer par les antirétroviraux !

Quels sont les freins à la lutte contre le sida sur le continent africain ?

Fanta : Le principal frein reste le manque crucial d'une implication active d'une majorité d'acteurs de la société dans la recherche de solutions ; et surtout le manque d'en-

gagement ferme de nos autorités. Vivre avec le sida ou mourir par le sida est l'affaire de la volonté politique d'une minorité d'individus. Notre société est hautement pudique. Or, face à cette pandémie, nous n'avons pas le droit de nous cacher sous une fausse pudeur. Il faut exploiter, dans tous les sens et dans tous les domaines, les moyens à mettre en place pour une prévention efficace pour tout le monde. Le sexe ne doit plus être un sujet tabou.

Guillaume : Le prix élevé des médicaments par rapport au pouvoir d'achat des malades est le frein le plus important. La marginalisation des malades et l'obligation de ca-

« Le principal frein à la lutte contre le sida en Afrique reste le manque crucial d'une implication active d'une majorité d'acteurs dans la recherche de solutions. »

cher la maladie n'arrangent évidemment pas les choses. La vie humaine doit prévaloir sur les inégalités sociales.

Isabelle : Plusieurs facteurs divers et variés. Entre autres : la situation socio-économique précaire de nos pays, la variabilité des politiques de santé publique, le silence, les non-dits et le refus d'accepter les réalités locales.

Quelles sont les difficultés quant à la prise en charge médicale de

l'infection à VIH sur le continent africain ?

Isabelle : Elles sont nombreuses, car les politiques de santé n'ont pas la même vitesse de croisière que l'épidémie ; on peut aisément imaginer les dégâts.

De plus, le sida y est majoritairement considéré comme la maladie de la honte (les rapports sexuels non protégés constituant le principal mode de contamination), ce qui explique le besoin de garder le secret à tous les niveaux (médical, familial, conjugal, amical et professionnel), de peur d'être identifié comme malade. D'autant que la notion de séropositivité n'est pas "intégrée".

En Afrique, certains mots, comme stabilisation, amélioration, séropositivité, n'existent pas. On est soit malade et couché avec une idée de mort potentielle, ou, guéri, bien portant, debout, et en vie. Avec une telle représentation, on guérit du diabète, ou bien encore de l'hypertension artérielle, et on accepte difficilement l'infection à VIH et ses implications, car on est bien portant et debout.

En conséquence, les patients sont dépistés généralement au stade de la maladie. Stade auquel plusieurs facteurs influent sur le suivi : la pré-

carité de l'emploi implique une difficulté quant à l'accès au traitement pour une maladie incurable, l'influence de l'entourage, les horaires de consultation incompatibles avec les conditions de vie des patients ; d'autant plus que le refus de la stigmatisation implique qu'un médecin du VIH ne devrait pas se faire identifier comme tel, mais plutôt comme un infectiologue ; enfin, l'impression d'un manque de confidentialité, pour ne citer que ceux-là.

solidarité

Débarressez-vous de vos médicaments désormais inutiles, et faites un geste pour les pays du Sud !

Faites-nous parvenir les médicaments que vous n'utilisez plus et qui présentent un intérêt dans l'infection à VIH : antibiotiques, antifongiques et antiviraux classiques pour soigner les infections opportunistes ou prévenir leurs rechutes et, bien sûr, antirétroviraux.

Qu'il s'agisse de nous-mêmes ou de personnes de notre connaissance, nous avons souvent des médicaments rangés dans une armoire et que nous n'utilisons plus. Ces médicaments qui dorment seront d'une grande utilité dans les pays où leur accès est excessivement restreint et où nous avons des contacts. **Vous pouvez nous donner ces médicaments, qui seront très utiles à Donald de Gagné.**

Celui-ci a développé des contacts directs avec des personnes atteintes impliquées dans des structures de prise en charge en Afrique et en Asie, et participe à des projets : il leur expédie des médicaments ou leur apporte lors des missions qu'il est amené à effectuer. Vos dons de médicaments ont déjà permis à Donald d'apporter directement aux personnes touchées, actives dans les centres de traitement et de prise en charge, une aide dont elles ont immédiatement bénéficié.

Ces quelques boîtes peuvent paraître dérisoires face à l'énormité des besoins des pays du Sud. Mais il faut bien savoir, d'une part, que le réseau développé rassemble des destinataires eux-mêmes atteints et impliqués dans la prise en charge dans leurs pays respectifs, d'autre part, que la qualité et le sérieux de ces contacts nous assurent que ces médicaments vont directement aux personnes qui en ont le plus besoin. **Notre action rejoint une dynamique développée par d'autres structures en France et dans le monde.**



adhésion

□ **Cotisation annuelle : 23 € (150 F).**

Elle vous permet de participer à la vie de l'association, aux séminaires qu'elle organise régulièrement, vous donne accès aux services exclusifs comme la consultation par e-mail d'une revue de presse spécialisée internationale, et vous donne le droit de voter à son assemblée générale annuelle.

□ **Vos dons sont aussi les bienvenus.**

Ils vous permettent de bénéficier d'une déduction d'impôt égale à la moitié de leur montant annuel (un don de 60 € - 400 F -, par exemple, ne vous revient en fait qu'à 30 € - 200 F) : une attestation fiscale vous sera adressée.

Veillez compléter et détacher ce bulletin, et le renvoyer accompagné de votre règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre d'ActionsTraitements, 190, bd de Charonne, 75020 Paris

▼ MONTANT DU DON EN F

▼ NOM

▼ PRÉNOM

▼ ADRESSE

▼ CODE POSTAL

▼ VILLE

▼ TÉLÉPHONE (FACULTATIF)

▼ DATE

▼ SIGNATURE

Ces informations font l'objet d'un traitement informatisé et sont destinées aux membres du bureau d'ActionsTraitements ainsi qu'à son service comptable. Conformément à la loi Informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles vous concernant : pour l'exercer, adressez-vous à ActionsTraitements, 190, bd de Charonne, 75020 Paris.

Et sur le territoire français, observe-t-on des spécificités dans le suivi médical des personnes infectées d'origine africaine ?

Isabelle : Rappelons que toute personne infectée a droit aux soins.

Pour les personnes d'origine africaine, trois problèmes se posent : des sans-papiers craignant une expulsion n'osent pas consulter en milieu hospitalier par peur d'une dénonciation ; la difficulté à mener des

« Les femmes doivent jouer un rôle de premier plan en envisageant des stratégies permanentes de prévention et d'accompagnement des malades. »

actions de prévention et d'information dans le milieu (l'existence des CIDAG - centres d'information et de dépistage anonyme et gratuit -, la nécessité de se présenter à l'hôpital avec sa pièce d'identité, valide ou non ; la possibilité de rencontrer une assistante sociale susceptible d'organiser une prise en charge administrative et sociale) ; on peut noter parallèlement la circulation de fausses idées - du genre : "prise de sang à l'hôpital quel que soit le motif de consultation = test de dépistage uniquement parce qu'on est étranger" - qui entretiennent une "ghettoïsation", des conduites à risques et la consultation en milieu hospitalier à un stade très avancé dans la maladie.

Troisième point : la représentation de cette maladie que peut avoir le patient d'origine africaine. Très souvent, malgré des explications et la compréhension que le sida est transmis par le virus du VIH, le patient persiste à dire que le virus lui a été "envoyé", car il n'a pas respecté l'observance de telle coutume, ou il ne s'est pas correctement occupé de la famille restée au pays.

La maladie est considérée par certains comme une punition des ancêtres pour non-respect des traditions, voire une punition divine. Devant de telles conceptions, il serait judicieux de "travailler" avec

des tradipraticiens. Cependant, cette collaboration peut être mal interprétée, d'autant plus que sa nature n'est pas correctement définie.

Les femmes jouent-elles un rôle de premier plan dans la lutte VIH/sida ?

Fanta : D'un point de vue social et économique, les femmes, et les filles, sont plus durement frappées. Des facteurs biologiques et sociaux

les rendent plus vulnérables que les hommes et les garçons. Avec évidence, elles doivent jouer un rôle de premier plan en envisageant des stratégies permanentes de prévention et d'accompagnement des malades. D'autant plus, qu'en général, elles sont chargées des soins aux malades et aux mourants.

Guillaume : Les femmes sont tout comme les hommes vecteurs du sida en Afrique ; un signal fort de leur part est nécessaire dans cette lutte. Si, déjà, elles pouvaient refuser tout rapport sexuel non protégé, un grand pas serait fait. La polygamie est aussi un grand danger. Elles doivent être au-devant de la scène, notamment par la diffusion d'informations et la pratique de

soucieuses de la protéger. On observe qu'en dehors du milieu médical, seules les femmes sont majoritairement organisées en association. C'est ainsi qu'on les voit, sur le terrain, organiser des campagnes d'information et de prévention, des tontines destinées à l'achat de médicaments et à l'amélioration du quotidien de leurs membres. À titre d'exemple, citons l'association SWAA (Society for Woman and AIDS in Africa), au Cameroun, une association de femmes séropositives et non séropositives, qui s'occupe de prévention primaire et secondaire.

Une telle conférence peut-elle réellement apporter un bénéfice aux personnes touchées ?

Fanta : Si cette conférence a su mobiliser les communautés africaines - chercheurs, travailleurs sociaux, personnes vivant avec le VIH, ONG, entreprises, décideurs politiques, coutumiers, religieux -, je suis certaine que des discussions, des rencontres en découleront, ainsi qu'une plateforme de prise en charge médicale et sociale des malades et une insertion plus humaine des personnes atteintes dans nos différentes communautés.

Guillaume : Si les malades, eux-mêmes, expliquent ce qu'ils vivent et leur souffrance, la sensibilisation sera facilitée.

Isabelle : Difficile de répondre.

« Le combat se situe à tous les niveaux avec toutes les bonnes volontés qui se sentent concernées. Les acteurs doivent être à l'unisson et efficaces. »

gestes qui protègent : utiliser le préservatif.

Isabelle : Oui, en général, et plus particulièrement en Afrique. Dans les cultures africaines, le bon fonctionnement du foyer et l'éducation des enfants sont pris en charge par la femme.

Le fait de donner la vie les rend

Une chose est sûre, le combat n'est pas de tout repos et se situe à tous les niveaux avec toutes les bonnes volontés qui se sentent concernées. Le travail ne manque pas, mais les actions doivent être à l'unisson et efficaces.

Propos recueillis par Fabrice Deschamps